



Les guerres civiles à l'ère de la globalisation

Roland Marchal, Christine Messiant

► To cite this version:

Roland Marchal, Christine Messiant. Les guerres civiles à l'ère de la globalisation : Nouvelles réalités et nouveaux paradigmes. *Critique Internationale*, 2003, 18, pp.91-112. 10.3917/cii.018.0091 . hal-01018160

HAL Id: hal-01018160

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01018160>

Submitted on 3 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

D'ailleurs



Les guerres civiles à l'ère de la globalisation

Nouvelles réalités et nouveaux paradigmes

par Roland Marchal et Christine Messiant

au terme de la guerre froide, la nouvelle configuration des relations internationales a laissé un temps à certains analystes l'espoir quelque peu messianique de l'accession à la paix universelle et de la constitution d'un « nouvel ordre international ». Mais, dès le milieu des années quatre-vingt-dix, cette espérance n'était plus de mise et plusieurs théorisations s'efforçaient de rendre compte de la pérennité de certains conflits ou de l'éclosion de nouvelles guerres. Trois courants ont eu un impact significatif sur le débat intellectuel et universitaire. Le premier est bien illustré par les thèses du journaliste Robert Kaplan¹ ou celles de Enzensberger² : la civilisation est attaquée par de nombreux maux, dont les plus nocifs sont, outre les nouvelles pandémies, le fondamentalisme et la violence communautaire. Le deuxième courant s'est fait connaître par les travaux de Collier et

1. R.R. Kaplan, « The coming anarchy: How scarcity, crime, overpopulation, tribalism and disease are rapidly destroying the fabric of our planet », *The Atlantic Monthly*, février 1994.

2. H.M. Enzensberger, *Civil Wars. From L.A. to Bosnia*, New York, Free Press, 1994.

propose une analyse économique des conflits civils, où la prédation par les rebelles joue le rôle explicatif principal³. Le troisième, sans doute le plus influent avant le 11 septembre 2001⁴, établit une différence qualitative entre anciennes et nouvelles guerres. Il est particulièrement bien représenté par une universitaire respectée, Mary Kaldor. C'est à cette approche qu'est consacré le présent article, ainsi qu'à l'apparition, par suite de convergences de fait entre ces courants très différents, d'une nouvelle problématique légitime sur les conflits qui nous paraît contestable intellectuellement et dangereuse dans ses implications.

Mary Kaldor s'inspire surtout des cas du Nagorny-Karabakh et de la Bosnie dans son ouvrage *New and Old Wars*⁵. Les caractéristiques qu'elle attribue aux nouvelles guerres – c'est-à-dire, pour elle, celles apparues depuis le début des années quatre-vingt avec la mondialisation –, qu'elle oppose à celles des anciennes, se retrouvent chez d'autres auteurs, qui étudient, eux, plutôt les rébellions armées survenues dans les périphéries du monde (Amérique latine et centrale, Asie du Sud, Afrique) mais situent la coupure historique à la fin de la guerre froide.

Nous suivrons globalement, dans notre lecture, le raisonnement de Mary Kaldor car elle est presque la seule à bâtir une argumentation pour fonder ce paradigme, alors que la plupart des autres « théoriciens des nouvelles guerres » se contentent souvent de références vagues à ces nouveaux conflits ou aux anciens⁶.

Les guerres de l'ère de la mondialisation pour Mary Kaldor, comme celles d'après 1989 pour les « analystes de l'après-guerre froide »⁷, peuvent être opposées aux anciennes sur trois plans différents.

■ *Idéologie versus identité ou vide politique*. Les nouvelles guerres reposent fondamentalement sur des mobilisations identitaires, en contraste avec les buts idéologiques ou géopolitiques des anciennes. Mary Kaldor ne nie pas, contrairement à d'autres auteurs, le caractère politique de ces guerres – elle parle d'ailleurs d'*identity politics* – mais elle oppose ces politiques à celles qui se fondent sur ce qu'elle appelle des « idées » : « Les politiques des idées portent sur des projets tournés vers l'avenir. Elles tendent à être englobantes, c'est-à-dire à incorporer tous ceux qui soutiennent les idées en question.[...] Les politiques identitaires, elles, sont plutôt fragmentées, tournées vers le passé, et exclusives »⁸. On trouve la même opposition chez les « analystes des conflits de l'après-guerre froide » : alors que les anciennes guerres civiles étaient menées pour des causes bien définies, mues par une idéologie progressiste de transformation politique, fondées sur la poursuite du bien commun, les nouvelles sont au mieux – c'est-à-dire quand elles ne sont pas simplement dénuées de toute idéologie et de tout projet – des mobilisations ethno-nationalistes. Et ces auteurs les dotent des mêmes caractéristiques que Mary Kaldor : fragmentées, rétrogrades et exclusives. Pour le dire dans les termes de celle-ci, alors que les anciennes guerres étaient menées dans l'esprit du cosmopolitisme, les nouvelles le sont au nom du particularisme et de l'exclusivisme ; l'opposition entre

universalisme et fondamentalisme pointe donc dans cette coupure entre anciens et nouveaux conflits civils.

■ *Guerres avec et pour la population versus violences contre la population.* Alors que les anciennes guerres auraient bénéficié d'un très fort soutien populaire, les nouvelles en seraient dépourvues et ne se soucieraient d'ailleurs guère de la population ; elles se distingueraient au contraire par leur violence, parfois extrême, contre les civils. Les méthodes des nouvelles guerres constitueraient en effet l'un de leurs signes distinctifs les plus flagrants : utilisant un mélange de techniques de guérilla et de contre-guérilla, elles donnent lieu à des crimes de masse, des déplacements forcés, etc. Mary Kaldor oppose elle-même la construction d'une nouvelle société modèle dans les zones libérées par les révolutionnaires de naguère et la façon dont les nouveaux faiseurs de guerres établissent un contrôle politique en déplaçant les populations et en éliminant tous les obstacles potentiels à leur projet⁹. De même, pour les « analystes des conflits d'après-guerre froide », si la plupart des anciens conflits civils étaient centralisés et disciplinés et si la violence des rébellions y était contrôlée, les nouveaux se caractériseraient par une violence à la fois anémique et extrême, et exercée moins contre des armées ennemies que contre des populations.

■ *L'économie des guerres : mobilisation de la production versus illégalité et pillage.* C'est encore, aux yeux de Mary Kaldor, leur économie qui opposerait les nouvelles guerres aux anciennes. Celle des anciennes était plus autarcique et centralisée, alors que celle des nouvelles est mondiale, dispersée, transnationale et mobilise tout à la fois le marché noir, le pillage, l'aide extérieure, la diaspora et l'aide humanitaire. Souvent de façon moins précise, on retrouve la même différence chez les « analystes des conflits d'après-guerre froide » : alors que les anciennes rébellions pouvaient survivre « sur leurs propres forces » et sans recourir à l'extorsion, les nouvelles se nourrissent toujours du détournement du bien public, du pillage et de la prédation. Et cette prédation est fortement internationalisée, greffée notamment sur les circuits de trafics internationaux.

3. P. Collier, « Greed and grievance », dans M. Berdal et D. Malone (eds.), *Greed and Grievance: Economic Agendas of Civil Wars*, Boulder, Lynne Rienner, 2000. Cette théorie a été critiquée ici même dans R. Marchal et C. Messiant, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique internationale*, n° 16, juillet 2002, pp. 58-69.

4. Cet article est un extrait, partiellement remanié, du texte « Une lecture symptomatique de quelques théorisations récentes des guerres civiles », Paris, CERI, 46 pages multigr., 6 mars 2001.

5. M. Kaldor, *New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 1999.

6. S. Kalyvas, « 'New' and 'Old' civil wars: Is the distinction valid ? », Paris, Colloque *La guerre entre le local et le global. Sociétés, États, systèmes*, CERI, 29 et 30 mai 2000. Disponible sur le site www.ceri-sciences-po.org et repris dans P. Hassner et R. Marchal, *La guerre entre le local et le global*, Paris, Karthala, 2003, à paraître.

7. Dans la suite du texte, les guillemets seront utilisés pour faire référence à ces deux courants précis.

8. M. Kaldor, *op. cit.*, pp. 77-78.

9. *Ibid.* p. 98 : « Tous les autres doivent être éliminés.[...] C'est pourquoi la principale méthode de contrôle du territoire n'est pas le soutien du peuple comme dans le cas des guerres révolutionnaires, mais le déplacement du peuple : il s'agit de se débarrasser de tous ceux qui pourraient être des opposants ».

Ce courant manifeste une finesse dans l'analyse des guerres qui est sans aucun doute très loin de l'économicisme et du refus d'analyse des États d'un Collier, avec une meilleure prise en compte des dynamiques politiques et sociales et une vision plus construite des rapports entre les rébellions et les États, dont les fonctionnements sont eux aussi interrogés. Beaucoup des éléments qu'il prend en compte sont effectivement importants pour analyser les conflits. Il n'en souffre pas moins d'incohérences, de confusions, de généralisations abusives. On s'y attardera pour ces deux raisons.

L'instauration d'une coupure radicale entre anciennes et nouvelles guerres résiste en effet mal à l'examen. Les caractéristiques attribuées aux unes et aux autres ne sont pas clairement établies, et ne peuvent en outre être rigoureusement rapportées à des changements de la période dans laquelle elles s'inscrivent. Il apparaît en fait à l'analyse que vieilles guerres et nouvelles guerres constituent plutôt deux syndromes, c'est-à-dire – et on peut reprendre ici la définition du *Petit Robert* – deux ensembles de symptômes certes bien définis, mais qui, pouvant s'observer dans plusieurs états [pathologiques] différents, ne permettent pas à eux seuls de déterminer la cause et la nature [de la maladie].

Les nouvelles guerres civiles sont-elles si différentes des anciennes ?

Notons en préalable que ce paradigme est construit en considérant des guerres qui bénéficient d'un intérêt de la communauté internationale ; quitte à mettre hors analyse – comme déjà dans certains travaux théoriques du temps de la guerre froide, qui avait aussi ses conflits oubliés – certaines guerres qui ont survécu au changement de période ou d'autres plus récentes, mais qui semblent inclassables. Certes, une telle démarche n'est pas illégitime pour construire un modèle ; encore faut-il la justifier.

Sans reproduire la critique que fait S. Kalyvas à partir de nombreux exemples de conflits¹⁰, relevons tout d'abord comment l'opposition des nouvelles aux anciennes guerres repose sur une vision simplificatrice ou mythifiée, parfois erronée, des unes ou des autres. Cela permettra d'éclairer certaines transformations réelles de la dernière période, qui ne nous paraissent ni bien décrites ni expliquées par nos auteurs.

De l'idéologie universaliste dans les anciennes guerres et de son absence dans les nouvelles

Le grand clivage introduit par la guerre froide et les deux discours de légitimation qui l'ont soutenue ont évidemment joué un rôle important dans le positionnement international de beaucoup de mouvements insurrectionnels et de gouvernements. Nombre des rébellions armées menées pour l'indépendance nationale ou contre des dictatures l'ont été au nom d'un idéal universaliste : socialiste ou socialisant quand

les pouvoirs étaient pro-occidentaux, de liberté et de démocratie quand ces régimes se prétendaient progressistes ou socialistes. Elles étaient conduites par des directions souvent convaincues que ces idéologies pouvaient assurer la liberté et le bonheur de leur peuple, et qui ont parfois tenté de mettre en pratique pendant la lutte, voire après leur accession au pouvoir d'État, leurs idéaux proclamés. Mais l'éventuelle sincérité de cette conviction n'autorise nullement à faire l'impasse, dans l'analyse, sur divers ordres de réalité.

■ La nécessité pour les mouvements armés de s'aligner sur l'un ou l'autre camp de la guerre froide, afin d'en recevoir des soutiens indispensables à leur reconnaissance, à leur survie et à leur éventuelle victoire, s'est traduite par un discours largement stéréotypé, toujours universaliste, alors même qu'au moins de larges fractions des directions de ces mouvements pouvaient être d'abord et essentiellement nationalistes, voire tout aussi « ethno-nationalistes » que d'autres ainsi cataloguées aujourd'hui. Même si l'adoption d'un tel discours n'était pas seulement l'effet de pressions extérieures mais traduisait aussi une appropriation pour des besoins de légitimation propres et même souvent une véritable adhésion, il est clair que nombre de mouvements du Tiers monde ont employé le langage alors nécessaire (comme aujourd'hui celui de l'État de droit et de la bonne gouvernance) sans se sentir obligés de le mettre en œuvre.

■ Il a toujours coexisté plusieurs langages au sein des organisations armées ou des gouvernements, allant du discours universaliste des relations internationales, à usage externe, à celui tenu à l'égard des populations ou des guérilleros, même quand un effort était fait pour « politiser » ceux-ci. Les grandes idéologies de libération ont toujours fait l'objet d'une traduction dans des idiomes politiques plus autochtones et, à ignorer cet important travail de reformulation, on perd de vue un des ressorts de la mobilisation dans une guerre civile.

■ L'adhésion de la population à la « juste cause » du conflit est en effet autrement plus complexe. Elle relève de rationalités multiples qui ont souvent peu à voir avec les oppositions globales que celui-ci est censé exprimer. Même quand le but social et national de la rébellion est indéniable, ce ne sont pas seulement ni « naturellement » les membres des catégories sociales y ayant intérêt (intellectuels, jeunes, opprimés, cadets sociaux) qui s'y joignent à l'échelle nationale ou locale. Ce sont aussi des élites rivales qui s'affrontent, et des communautés dont les raisons d'entrer en rébellion traduisent moins un accord sur les revendications portées par tel ou tel mouvement que la convergence de leurs revendications et espoirs propres avec celles-là. Outre que, localement, le choix qui s'offre concrètement aux populations est souvent limité, les modes de mobilisation ont toujours été locaux

10. S. Kalyvas (*op. cit.*) construit un modèle à quatre modalités en séparant les deux questions du « soutien populaire » et de la violence, que nous avons regroupées pour suivre Mary Kaldor. Mais on voit en quoi les deux constructions se recourent.

et les conflits pour de grandes causes en ont toujours épousé d'autres qui renvoyaient à des histoires de terroir plus qu'à des mobilisations universalistes, et selon, notamment, la tradition des rapports de telle communauté avec l'État et avec d'autres groupes, particulièrement les communautés voisines. L'adhésion volontaire renvoie à la fois à ces autres intérêts concrets et à l'adéquation réelle ou supposée de l'idéologie universaliste de la rébellion – ou simplement de la lutte elle-même, ou de la dissidence qu'elle permet – aux valeurs de l'économie morale¹¹ propre des populations¹².

Il ne semble pas possible de faire une différence de nature entre idées universalistes des anciennes guerres et « marqueurs » (*labels*¹³) identitaires des nouvelles, ni à la base, au niveau des guérilleros et des populations, ni même totalement au niveau des directions. Où, d'ailleurs, faut-il tracer la ligne de séparation, à quel degré d'universalisme ou de particularisme ? Affirmer une opposition aussi tranchée revient à dénier par un simple jeu sémantique la qualité d'idées à ces idéologies, à renvoyer les défenseurs de revendications localistes dans les mêmes ténèbres que les bandes de purs prédateurs ou de liquidateurs ethniques, et à priver arbitrairement ces marqueurs de toute possible légitimité, comme expression d'une demande de dignité ou d'une protestation contre des discriminations. Quid, alors, de la situation des Kosovars sous la domination de Milosevic, par exemple ? Une telle disqualification péremptoire est d'autant plus contestable quand une légitimité est en revanche reconnue aux anciennes rébellions qui précisément luttèrent, au nom du droit à l'autodétermination, pour des objectifs du même ordre contre des pouvoirs coloniaux niant identité et droits des populations dominées.

De plus, certains mouvements sont aujourd'hui accusés d'exclusivisme en fonction de considérations non pas intellectuelles mais stratégiques. Et l'on voit bien comment l'étiquette d'obscurantisme ou de fondamentalisme est propre à disqualifier l'ennemi : présentant l'avantage de faire l'unité de tous les nouveaux démocrates que nous sommes, elle avait déjà été utilisée dans de nombreux mouvements de libération par des fractions se disant modernistes, et elle l'est à l'envi par tous les gouvernements qui, face à leur rébellion, se disent représentants de l'ordre démocratique. Sans s'attarder ici sur l'Algérie, on mentionnera l'impitoyable guerre de nettoyage menée en Tchétchénie contre le « terrorisme fondamentaliste » par Moscou.

Du soutien populaire des anciens conflits et de la barbarie des nouveaux

Les images de corps mutilés, de cadavres, apparaissent de manière récurrente sur les écrans de télévision, résumant génocides, épurations ethniques, massacres, assassinats sauvages. Leur horreur ne peut empêcher les chercheurs de faire preuve de rigueur analytique et de prudence méthodologique. D'abord parce que le *Cœur des ténèbres* de Joseph Conrad sert d'inspiration sommaire à bien des descriptions

brutes de la violence accompagnées de considérations tout aussi sommaires sur les « nouveaux barbares »¹⁴. Ensuite, parce que le discours sur la barbarie est, comme celui sur le fondamentalisme, l'un des moyens les plus aisés pour criminaliser à bon compte des acteurs armés. Il a été utilisé, pendant et après la guerre froide, par toutes les propagandes, même démocratiques et universalistes.

Cette disqualification des nouveaux meneurs de conflits par la fureur de leur violence s'accompagne d'une euphémisation extrême des guerres anciennes. L'inconcevable boucherie de la Première Guerre mondiale¹⁵, le génocide des Juifs et des Tziganes¹⁶, les morts d'Hiroshima et de Nagasaki, les pratiques des guerres coloniales ou quasi-coloniales en Algérie ou en Indochine, ou même les milliers de morts irakiens de la guerre du Golfe devraient nous inciter à plus de recul. Il suffit de reprendre les grands exemples des années 1945-1989, que ce soient les guerres entre États (Iran-Irak), les guerres civiles (Grèce, Soudan) ou les « conflits régionaux » (Vietnam, Afghanistan), pour constater que les massacres perpétrés par des mouvements insurgés mais aussi par les armées de gouvernements même démocratiques sont une pratique bien ancrée.

Au-delà de cette « barbarie » naguère encore très partagée, il apparaît qu'il y a, tant chez Mary Kaldor que chez les autres « théoriciens des nouvelles guerres », une certaine mythification du soutien populaire dont ont bénéficié les anciennes rébellions – en omettant ou minimisant les moyens de coercition et d'encadrement des combattants et des populations mis en œuvre par celles-ci. Bien des mouvements (pour ne pas parler des États) « révolutionnaires » ont violemment éliminé leur opposition, y compris les civils anonymes susceptibles de soutenir celle-ci, la répression intérieure, souvent impitoyable, étant plutôt la règle que l'exception¹⁷. Les levées en masse organisées tant par les gouvernements que par les groupes rebelles sont rarement conformes à l'image classique de foules

11. Sur cette question, voir notamment les travaux de J. Scott, *The Moral Economy of the Peasant: Resistance and Subsistence in South East Asia*, New Haven, Yale University Press, 1976 ; ainsi que B. Berman et J. Lonsdale, *Unhappy Valley*, Londres, James Currey, 1992.

12. Le rôle des *spirit mediums* dans la mobilisation paysanne contre le régime de Ian Smith n'en est qu'un exemple : D. Lan, *Guns and Rain. Guerrillas and Spirit Mediums in Zimbabwe*, Londres, James Currey, 1985. Voir aussi J. Young, *Peasant Revolution in Ethiopia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

13. M. Kaldor, *op. cit.*, p. 98.

14. Voir l'introduction de P. Richards, *Fighting for the Rain Forest*, Londres, James Currey, 1996.

15. Neuf à dix millions de morts. En moyenne, pour ne prendre que les deux puissances les plus touchées, près de neuf cents Français et treize cents Allemands sont morts chaque jour entre 1914 et 1918. Voir par exemple S. Audoin-Rouzeau et A. Becker, *14-18, Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2001, premier chapitre.

16. Si l'on suit le politologue américain Rudolf Rummel, les guerres de 1900 à 1985 (y compris les deux guerres mondiales) ont fait 35 millions de morts, alors que le nombre de victimes des génocides, du goulag et des camps de concentration s'élève à 150 millions.

17. T. Wickham-Crowley, « Terror and guerrilla warfare in Latin America, 1956-1970 », *Comparative Studies in Society and History*, 32 (2), 1990.

enthousiastes agitant des drapeaux. Rébellions comme États en guerre ont eu recours à la conscription forcée, qui est une réalité majeure de la plupart des conflits pendant comme après la guerre froide, comme le sont aussi les désertions et leur répression meurtrière... Cette mobilisation coercitive était et reste une des grandes pourvoyeuses de déplacés et de réfugiés cherchant à y échapper. La lutte pour l'accès aux populations réfugiées hors des frontières et prises en charge par des organisations humanitaires, leur transformation en terrains d'extorsion et d'enrôlement plus ou moins forcé, l'existence, au sein des mouvements de libération, d'organisations policières chargées, souvent avec l'aide de la police des pays alliés, du recrutement pour la guerre sont des pratiques anciennes, même si tel mouvement humanitaire ou telle organisation internationale les découvre aujourd'hui seulement. Alors que la guerre met radicalement en cause la sécurité et le droit à la vie des populations, le soutien d'une communauté au gouvernement ou à la rébellion renvoie, aussi souvent hier qu'aujourd'hui, non seulement à des raisons « idéologiques » mais à une recherche de plus grande sécurité ; et les rapports entre guérilla – révolutionnaire ou non – et paysannerie alliées contre un ennemi commun sont loin d'avoir toujours été idylliques¹⁸.

De plus, la violence extrême ne nous semble pouvoir être érigée en caractéristique des nouvelles guerres par opposition aux anciennes qu'à la condition d'ignorer l'emploi de la terreur comme politique délibérée avant la globalisation et la fin de la guerre froide et, depuis, pas seulement par les « sauvages à machettes » du Rwanda, les « Rambos drogués à la cocaïne et aux films de kung-fu » de Sierra Leone ou de Brazzaville, ou de sinistres miliciens serbes. De telles pratiques ont aussi été depuis longtemps le fait de forces d'élite, avec le consentement, voire à l'initiative tant d'états-majors (y compris ceux de grands pays démocratiques) jugeant nécessaire de « terroriser les terroristes » que de guérillas révolutionnaires soucieuses de punir les « ennemis du peuple » ou d'amener les populations à choisir le « bon camp ».

Il faut aussi s'interroger sur les aspects culturels de la violence et de ses usages – comme des jugements sur sa barbarie. Les meurtres à la machette sont-ils, déjà, si évidemment plus barbares que les bombardements au napalm ? Au-delà, la vision très rationalisante et uniforme de la violence qui s'exprime dans ces analyses des nouvelles guerres ne tient pas compte de ce que, comme l'ont montré diverses études, celle-ci s'exerce souvent surtout pour contrôler le monde de l'invisible, et sert parfois à démontrer la maîtrise des esprits et donc l'invincibilité de ceux qui en font usage¹⁹ ; et qu'elle renvoie, dans les différents cas, à des configurations culturelles particulières. Certains travaux lient la violence ethnique à une forme de connaissance, les corps des personnes individuelles étant alors métamorphosés en spécimens de la catégorie ethnique à laquelle elles sont censées appartenir²⁰ ; d'autres mettent l'accent sur le doute, l'indétermination quant à l'identité de l'ennemi qui mérite la mort²¹. Sans nécessairement adhérer à ces thèses, il faut

prendre acte de ce que la violence « irrationnelle » ou « arbitraire » l'est toujours d'abord de ce qu'on ne la comprend pas, qu'elle est celle de l'autre.

Sur cette question de la violence, de ses modes et de ses buts, comme sur celle des « idées », il faut évidemment, on le voit, faire des différences entre les rébellions, mais qui ne peuvent être celles, qualitatives, entre un avant et un après.

De la mobilisation des ressources dans les anciennes guerres et de la prédation par les nouvelles

Les « analystes des nouvelles guerres » partagent une vision de l'économie des anciens conflits comme caractérisée par la centralisation, voire l'autarcie d'une production intensifiée et orientée vers la guerre. C'est déjà très schématique dans le cas des pays engagés dans les deux guerres mondiales : même là, il y avait regain de l'informel et de l'illégal, de l'épars et du transfrontalier sous la forme de la contrebande et du marché noir. Il y avait de la prédation, aussi : l'extorsion et la confiscation des biens ennemis sont une caractéristique des guerres de conquête et même des guerres stratégiques centrales²². Quant au sac et au pillage des populations du camp ennemi, ils ont jalonné toutes les guerres civiles.

De plus, seule une acceptation naïve du slogan « Compter sur ses propres forces » repris par nombre de mouvements armés révolutionnaires du temps des guerres d'indépendance ou de la guerre froide peut faire oublier la très forte implication transfrontalière et internationale dans l'économie de ces conflits et, là encore, son informalité et son illégalité. Pour ce qui concerne plus particulièrement les conflits qui s'intégraient dans la guerre froide (et tandis que d'autres rébellions « oubliées » se sont « débrouillées » par tous les moyens possibles : production collective, vols et commerce, otages, etc.), les mouvements armés (et réciproquement les États) recevaient des grands parrains ou de leurs relais locaux et des pays voisins armes, fonds, conseillers, mercenaires, médicaments, facilités diverses. Une telle aide transfrontalière cachée et non légale pouvait d'ailleurs permettre à ces

18. Si, au Zimbabwe, les paysans ont accepté pendant des années les mauvais traitements et la prédation des « combattants de la liberté », c'était dans l'espoir stratégique que le changement de pouvoir amènerait une réforme agraire aux contours imprécis, mais qui leur donnerait les moyens de vivre. Voir N. Kriger, *Zimbabwe's Guerilla War: Peasant Voices*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992. Pour une autre étude minutieuse, voir Y. Le Bot, *La guerre en pays maya*, Paris, Karthala, 1992.

19. Ainsi la Renamo, forte aussi du fait qu'on lui attribuait une maîtrise des esprits « les plus forts », ceux des Ndaou, a-t-elle vu naître contre elle des milices censées être, elles aussi, liées au monde de l'invisible, les Naparamas (K. Wilson, « Cults of violence and counter-violence in Mozambique », *Journal of Southern African Studies*, 18 (3), septembre 1992).

20. C'est ce qu'explique L. Malkki (*Purity and Exile: Violence, Memory, and National Cosmology among Hutu Refugees in Tanzania*, Chicago, University of Chicago Press, 1998) : « Comment savoir l'identité d'une personne avec une certitude suffisante pour la tuer ».

21. Comme le suggère G. Simmel (*Le conflit*, Strasbourg, Circé, 1992) et le développe A. Appadurai, « Dead certainty: Ethnic violence in the era of globalization », *Public Culture*, 10 (2), 1998.

22. J. Delarue, *Trafics et crimes sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1993.

rébellions d'alors de ne pas trop vivre sur la population qu'elles encadraient. Mais elle n'empêchait ni l'exploitation des ressources des territoires contrôlés au profit des mouvements armés, ni l'existence d'un impôt révolutionnaire : autrement dit, ce qu'on appelle aujourd'hui tout uniment prédation et pillage.

Invoquer simplement la transnationalité, l'informalité et l'illégalité pour qualifier de « nouvelle » l'économie des conflits actuels paraît donc impropre. Il y a certes des différences à faire entre les moyens économiques des rébellions armées. Mais elles doivent être spécifiées en fonction des conditions générales de l'apparition de ces dernières – notamment dans les processus d'informalisation et de privatisation de l'économie internationale, déjà dans la paix – et également en relation avec le fonctionnement économique des États eux-mêmes. Là encore, on ne saurait distinguer un après et un avant homogènes. Quant à faire de cette informalité un facteur belligène par essence, il y a un pas qu'on ne peut franchir.

Par ailleurs, pour les anciens « conflits régionaux » ou pour les actuelles « petites guerres », le recours à des ressources autres que l'aide extérieure « idéologique », et notamment à l'exploitation intensive de matières premières échangeables contre des armes, qu'il s'agisse du bois, du diamant ou de la coca, ne transforme pas obligatoirement ces ressources en buts de guerre. Or nombre d'« analystes des nouveaux conflits » passent sans ambages, comme Collier, du moyen à la fin : non seulement ils opposent aux anciennes rébellions (nourries de bon gré par les populations gagnées à la cause) les nouvelles (sustentées par le travail forcé des civils, qui de surcroît enrichit les dirigeants rebelles), mais ils transforment ceux-ci en « seigneurs de la guerre ». Tous les auteurs font en effet référence aux études classiques sur les *warlords* chinois²³. Or ces derniers ont certes mené la guerre plus que de raison, mais ils ont aussi administré des territoires, voire les ont développés très au-delà de la situation dont ils avaient hérité par suite de l'effondrement de la dynastie impériale. Sous le même mot, c'est une tout autre thèse que soutiennent les « analystes des nouvelles guerres » : celle de nouveaux entrepreneurs militaires, de grands prédateurs (le modèle est inspiré du concept de *personal rule*) qui ne luttent pas même pour le pouvoir, n'y ayant pas intérêt puisqu'ils sont déjà à la tête de quasi-États et en tirent au moins autant d'avantages. Ils font la guerre pour la guerre ou, ce qui est équivalent, pour la prédation.

Analyse des conflits ou construction d'un syndrome ?

Appréhender une modification des conditions et de la nature des conflits, notamment civils, est évidemment à l'ordre du jour, pour les analystes comme pour la communauté internationale, après la guerre froide et à l'ère de la globalisation. Et plusieurs éléments et idées avancés par Mary Kaldor présentent un intérêt certain. Cependant, la confrontation de la thèse – l'opposition terme à terme d'anciens et

de nouveaux conflits – avec la réalité des cas n'est pas probante. Voici brièvement ce qui nous apparaît comme les principales failles de ces analyses et raisonnements.

Des objets et des analyses différents pour une même théorie

La première remarque est que Mary Kaldor et la plupart des tenants de la nouveauté des conflits de l'après-guerre froide parlent bien dans les mêmes termes de l'opposition entre le nouveau et l'ancien, mais qu'ils ne parlent pourtant ni des mêmes guerres anciennes, ni des mêmes nouvelles guerres.

Il est clair, d'abord, que ce courant s'est constitué à partir de deux sources disciplinaires, et aussi de deux types de terrains d'étude : celui des recherches internationales et stratégiques centrées sur la compétition Est/Ouest et celui de l'analyse historique, sociologique, anthropologique, des « guerres révolutionnaires » et des États du Tiers monde. Ces deux zones se retrouvent aujourd'hui, à des places non égales certes, à la périphérie de l'Occident moteur du nouvel ordre international, dont ils n'avaient, à des titres divers, pas fait partie : Tiers monde ex-colonisé et subsumé sous la guerre froide, ou ex-bloc communiste en décomposition-globalisation. Mary Kaldor fait un parallèle entre ces deux situations et appuie sur celui-ci la validité générale de son modèle, mais sans examen précis.

Or, au-delà de ces origines et démarches différentes, on voit bien que le socle de la comparaison des conflits actuels n'est pas constitué pour les différents auteurs par les mêmes anciennes guerres. Quand Mary Kaldor oppose leur centralisation économique et leur autarcie à l'informalité et à la transnationalité des nouvelles, elle se réfère aux États européens qui, engagés dans des guerres internationales, resserrent leur contrôle sur l'économie alors que les échanges sont en déclin du fait de la guerre et des blocus. Même si elle mentionne les anciennes guérillas révolutionnaires dans sa comparaison, ce n'est pas sur elles que sa thèse est fondée. Les « analystes des nouvelles guerres prédatrices d'aujourd'hui » les comparent, quant à eux, à d'autres conflits du Tiers monde, et en particulier aux guérillas qui se sont inscrites dans le cadre de la guerre froide et en ont épousé les buts ou le discours. Plus précisément, ils opposent aux anciennes guérillas révolutionnaires les nouvelles rébellions. L'objet « ancienne guerre » n'est donc pas le même pour l'une ou les autres. Et les qualificatifs identiques employés pour le caractériser recouvrent des réalités trop hétérogènes pour fonder une comparaison rigoureuse.

Mais tous ces auteurs ne parlent pas non plus des mêmes nouvelles guerres ou, quand ils le font, ils ne les analysent pas vraiment de la même façon, même à s'en tenir aux seules guerres civiles. Cette vision regroupe en effet deux variantes de

23. J. Sheridan, *China in Disintegration: The Republican Era in Chinese History 1912-1949*, New York, Free Press, 1975. J. Sheridan, *Chinese Warlord: The Career of Feng Yü-hsiang*, Stanford, California University Press, 1966. J. Ch'en, « Defining Chinese warlords and their factions », *Bulletin of SOAS*, XXXI (3), 1968.

conflits civils qu'il conviendrait, au moins à titre d'hypothèse, de distinguer. D'un côté, celle de l'*identity politics*, du fondamentalisme, de l'ethno-nationalisme, c'est-à-dire de guerres politiques – un politique certes rétrograde et exclusif ; de l'autre, celle de la fin du politique qu'expriment la guerre sans autre but qu'elle-même et la prédation dont elle est l'occasion. Les exemples en seraient, pour la première, le conflit dans les Balkans et le génocide des Rwandais tutsis et, pour la seconde, les guerres au Libéria et en Sierra Leone, où le conflit armé n'oppose pas des camps ethniques ou raciaux. De même conviendrait-il de distinguer *a priori* entre deux types de cette violence extrême censée caractériser les nouvelles guerres : la violence d'élimination, délibérée (version Mary Kaldor), qui découlerait intrinsèquement de l'idéologie rétrograde et exclusiviste, et la violence anomique, gratuite et généralisée, manifestant, elle (au contraire), l'absence du politique. Mais ces distinctions sont tout aussi absentes que celles portant sur les modes économiques précis de sustentation des rebelles. La coexistence de deux contenus différents pour l'affirmation d'une même thèse démontre l'insuffisance de l'analyse.

Au surplus, le tournant entre anciens et nouveaux conflits – et donc la signification de cette coupure, ses dimensions et conséquences précises – est rarement précisé, moins encore analysé. Or, selon que l'on choisit la globalisation ou la fin de la guerre froide, on n'a déjà pas le même échantillon : tous les conflits des années quatre-vingt, « anciens » dans le second cas, sont « nouveaux » dans le premier, sans que quiconque semble s'en inquiéter, ce qui laisse quand même un peu perplexe... Mais surtout, il ne s'agit pas là de deux phénomènes du même ordre, même si la fin de la guerre froide donne un cours plus libre à la globalisation, et ils ne renvoient donc pas, sauf à en parler vaguement, aux mêmes transformations. Ainsi les conditions internationales censées contribuer à expliquer l'apparition de nouvelles formes de conflit ne sont pas tout à fait les mêmes pour différents auteurs de ce courant. Mary Kaldor insiste plutôt sur certains traits de la globalisation comme la dérégulation ou la déliquescence des États, d'autres auteurs sur divers aspects de la fin de la guerre froide : disparition du camp socialiste et des idéologies révolutionnaires, réveil des oppositions ethniques que la guerre froide avait engourdies, ou encore, sur le plan économique, disparition de la rente stratégique pour certains États ou mouvements armés. Ce manque d'examen approfondi de la recomposition du monde nous semble peser gravement sur l'analyse des conflits eux-mêmes.

Des amalgames invalidants

Nous avons dit que la plupart des auteurs de ce courant ne prennent pas la peine de construire une argumentation et se contentent d'évoquer d'anciens conflits auxquels ils opposent les nouveaux. Ce n'est pas le cas de Mary Kaldor. Son raisonnement général n'en souffre pas moins de deux amalgames qui, joints à une impasse

sur les acquis de la réflexion classique sur la guerre, nous semblent remettre en cause la validité même de la construction du paradigme ancien/nouveau, et amener à confondre des guerres qui ne sauraient l'être.

L'impasse porte sur la distinction (pourtant des plus solidement établies dans la sociologie et la philosophie politique, voire dans la discipline des relations internationales) entre guerres opposant des États et guerres civiles de l'époque moderne, ainsi que sur la caractérisation de ces dernières comme foncièrement inciviles et sans loi²⁴. Les guerres entre États ont progressivement donné lieu, au cours des siècles, à l'établissement d'un droit de la guerre²⁵, à des conventions, des normes, des limites que la reconnaissance de l'égale souveraineté des États a permis d'établir. Les guerres civiles, qui rompent l'ordre fondateur de l'État – le monopole effectif de la violence légitime –, sont des guerres sans conventions de Genève protégeant les civils²⁶, épargnant les prisonniers, distinguant les armées des milices et reconnaissant les uniformes et les grades... Ce sont par définition des guerres inciviles. Sans doute conviendrait-il de retravailler cette distinction qualitative à l'époque de la globalisation, mais on ne peut simplement se dispenser d'en tenir compte. Il se peut qu'une telle confusion résulte en partie de l'arrivée soudaine, dans le domaine d'étude des conflits civils, de spécialistes des relations internationales y transférant leur vision de la guerre²⁷. Mais l'on voit déjà combien une telle référence critique aux analyses classiques aurait été non seulement nécessaire mais fructueuse : pour éviter de décréter nouvelle une barbarie civile qui est foncière, pour resserrer davantage l'analyse de ce qu'il y a de vraiment nouveau dans les guerres d'aujourd'hui, et aussi pour examiner plus sérieusement ce qui pouvait éventuellement faire la spécificité des guerres révolutionnaires – ou plus probablement, aujourd'hui comme hier, de certains types de rébellion – (peut-être moins barbares ?) parmi toutes les guerres civiles. Car la question d'une typologie est posée de part et d'autre de la coupure instaurée par ce courant.

Cette impasse sur la théorie autorise Mary Kaldor à faire un premier amalgame. Elle compare, en effet, aux nouvelles guerres qui lui servent pour construire son modèle (Bosnie et Nagorny-Karabakh) indifféremment ce qu'elle appelle les « anciennes guerres idéologiques ou géostratégiques », c'est-à-dire à la fois des guerres civiles, dont les guerres d'indépendance, et des conflits interétatiques d'avant la globalisation, dont les deux guerres mondiales et l'affrontement de la

24. Parmi nombre de travaux classiques, citons par exemple G. Bouthoul, *Traité de polémologie. Sociologie des guerres*, Paris, Payot, 1991 ; ou, pour une vision plus anthropologique, M. Adam, « La guerre », dans M. Abélès et H.-P. Jeudy (dir.), *Anthropologie du politique*, Paris, Arman Colin, 1997.

25. Voir la très stimulante réflexion de K. Nabulsi, *Traditions of War: Occupation, Resistance and the Law*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

26. Malgré la préoccupation qui s'est récemment manifestée sur ce point aux Nations unies.

27. S. David, « Internal war: Causes and cures », *World Politics*, 49 (4), 1997.

guerre froide. Une telle comparaison dans le temps de deux ensembles non homogènes (guerres mondiales, conflits géostratégiques, rébellions identitaires locales, guerres de pouvoir) nous semble franchement indue et ne peut qu'être très malheureuse pour mener l'analyse (on ne s'étonnera donc pas que Mary Kaldor ait finalement choisi, au terme d'un examen embrouillé et rapide des autres théories sur les nouvelles guerres, de les qualifier seulement de... nouvelles²⁸). Cet amalgame interdit par exemple de mener vraiment une comparaison entre anciennes et nouvelles guerres *civiles*, même si elle prétend en rendre compte par son modèle globalisant et si les « analystes des conflits post-guerre froide » peuvent y adhérer.

Le deuxième amalgame, qui résulte en partie seulement de l'existence du premier²⁹, consiste à ranger sous l'intitulé « nouvelles guerres civiles » deux types de conflits dont il reste à démontrer qu'on peut les analyser ensemble. Il ne s'agit pas tant de savoir si l'on peut qualifier toute guerre de « civile » dès lors qu'elle s'exerce surtout contre les civils, même si c'est évidemment une dimension qu'il faut prendre en considération ; ni même d'observer qu'elles peuvent déborder ou s'exporter hors des frontières étatiques, car c'est là un problème d'analyse concrète nécessitant un effort de conceptualisation en termes de systèmes de conflits (intérieurs et trans-étatiques). Le vrai problème de méthode est l'amalgame entre deux types de conflits armés civils qui nous paraissent, d'une part, relever de raisons et de motivations très différentes, d'autre part, n'avoir pas du tout les mêmes effets sur les sociétés.

Nous qualifierons le premier type de « guerres de nettoyage », menées à l'initiative de pouvoirs d'État, dans leur territoire national ou chez (ou jusque chez) les voisins. C'est d'ailleurs à partir de ces guerres dans les Balkans que Mary Kaldor isole ses trois caractéristiques des nouvelles guerres, c'est pour en rendre compte qu'elle s'attache aux changements introduits par la globalisation, en termes surtout de dérégulation et d'illégalismes, de déliquescence des États et de discrédit des classes politiques, et c'est à leur sujet précisément qu'elle parle d'*identity politics*. Mais la généralisation de cette analyse à toutes les nouvelles guerres, civiles et internationales, ne nous semble légitime ni en théorie, ni en fait. Il ne paraît pas en effet que de telles guerres lancées par des pouvoirs d'État, et dont Milosevic est l'emblème, relèvent de la même analyse que la grande majorité des rébellions actuelles : quid de la guérilla zapatiste, de la violence gratuite imputée par les tenants des nouvelles guerres aux « tueurs drogués du RUF » sierra-léonais, des mouvements armés très actuels qui continuent à se réclamer de diverses variantes des idéologies communistes, voire de ceux dont la base sociale ou les aspirations sont certes « identitaires » ou sécessionnistes, mais qui sont l'expression d'une revendication non satisfaite de droits et de reconnaissance dans des États où la contestation pacifique est impossible ? Les seules rébellions armées auxquelles on pourrait à certains égards comparer les entreprises guerrières à la Milosevic sont celles qui, comme la sienne, sont engagées dans une guerre de terreur et soudées par une idéologie fondamen-

taliste (comme celle du GIA en Algérie). Encore faut-il noter que ces gouvernements et ces rébellions, pareillement exclusivistes et « rétrogrades » et qui prennent autant les uns que les autres les civils pour cible, n'ont pas les mêmes moyens et ressources ; et le recours à la guerre ne renvoie pas dans les deux cas aux mêmes ressorts. Peut-on sans plus d'examen déclarer équivalentes les raisons qui poussent un pouvoir d'État à construire par le nettoyage une « grande » terre purgée de ses allochtones et les motivations d'une rébellion fondamentaliste ? Les premières ne ressembleraient-elles pas beaucoup plus à celles des entreprises génocidaires des « États totaux » qui n'auraient pas rencontré d'opposition armée (*nécessairement* armée) ?

Ici encore, la confusion interdit que soit rigoureusement menée l'analyse tant des rébellions anti-gouvernementales que des États (ceux qui s'engagent dans des guerres de nettoyage et ceux contre lesquels se forment des rébellions, éventuellement fondamentalistes) et de leur évolution à l'ère de la globalisation.

Une construction de syndromes

On vient de le voir, nos auteurs ne se sont pas attachés, ou ne sont pas parvenus, à construire vraiment deux types de guerre sur la base d'un examen approfondi des facteurs de changement et de l'établissement analytique d'une série de caractéristiques des unes et des autres. Les facteurs de changement, quand ils sont sérieusement évoqués, ne sont pas les mêmes pour les divers auteurs, et certains ne résistent pas à l'examen. Il en est de même des distinctions qualitatives supposées entre nouveaux et anciens conflits, dès lors que beaucoup des caractéristiques attribuées aux anciens ne sont pas avérées, et que celles imputées aux nouveaux regroupent souvent, sous des mots communs, des contenus incomparables.

En outre, les trois grandes variables distinguées comme caractéristiques ne vont pas obligatoirement de pair. On est bien ici en présence de la constitution de deux syndromes. Chacun est, en effet, bien défini par les auteurs par un ensemble de symptômes, cependant cet ensemble ne présente pas de lien nécessaire : ainsi, on l'a vu, il n'y en a pas entre l'existence d'une idéologie inclusive et celle d'un soutien populaire, entre cette idéologie et/ou ce soutien et l'absence de coercition, entre les uns et les autres et l'accaparement des ressources disponibles pour la guerre... On n'est pas non plus en mesure, malgré les références à tel ou tel aspect de l'après-guerre froide ou de la mondialisation, d'établir un lien entre cet ensemble et des facteurs qui expliqueraient son émergence. Et donc, là encore en dépit des conclusions et recommandations prodiguées, on n'a pas vraiment les moyens de trouver la « cure » de ces nouvelles guerres.

28. Voir l'introduction de son ouvrage et son hésitation sur le qualificatif de « post-moderne ».

29. Lui aussi peut être influencé par la discipline des relations internationales : dans celles-ci, ce sont toujours des États qui sont en guerre, c'est-à-dire des entités de même type.

On se retrouve d'ailleurs devant un mode de construction théorique paradoxal. Car l'objet d'étude de tous ces auteurs n'est pas la comparaison entre l'avant et l'après d'un tournant, il n'est pas non plus les guerres dites anciennes ; il est manifestement les guerres actuelles – et c'est précisément pour les analyser que des institutions internationales ou des *think tanks* divers ont fait appel à eux. Mais ce qui les amène à construire le même paradigme ne se trouve pas dans une analyse commune des nouvelles guerres – ils n'étudient pas les mêmes, ne construisent pas leur modèle général à partir d'objets du même type (toutes les guerres, les guerres civiles, les guerres « génocidaires » ou les rébellions, etc.) et ne leur attribuent pas les mêmes caractéristiques principales (fondamentalisme et ethno-nationalisme, ou violence sans but ou prédatrice, etc.).

Ce qui, finalement, fait l'unité de nos auteurs apparaît bien ainsi comme l'élaboration d'un même syndrome des *anciennes* guerres. Lequel n'est pas construit sur une étude empirique des caractéristiques de ces dernières, pas non plus sur un examen des conditions, internationales et autres, leur ayant donné naissance, mais bien autour d'une caractéristique principielle, de laquelle découleraient toutes les autres : avant, ce qui était à la source des guerres et des rébellions, menait les soldats comme les guérilleros et leurs chefs, des deux côtés de la guerre froide et des tranchées des « conflits régionaux », c'étaient ces idéologies universalistes, inclusives, cosmopolites. Il en résultait, même si l'examen historique, on l'a vu, le dément dans tant de cas, que la violence était contrôlée, le soutien populaire assuré, les ressources mobilisées sans vol ni contrainte. Et l'on pourrait presque résumer ce syndrome en termes de jugement moral : la légitimité des buts portés par des idéologies universalistes aurait alors eu pour conséquences la correction (pas de violence, pas de pillage) des révolutionnaires – ou, au choix et contradictoirement, des « combattants de la liberté » – et l'adhésion massive et enthousiaste des populations à la construction de l'homme nouveau dans les zones libérées d'abord, voire ensuite, pour les mouvements arrivés ainsi au pouvoir, dans les États du peuple tout entier.

Nous caricaturons, bien sûr, mais c'est bien cela surtout, cette vision un peu idyllique, citoyenne et rustique à la fois, assez nostalgique, qui rattache dans un même courant cet ensemble de chercheurs venus de disciplines et d'horizons divers et qui réfléchissent assez différemment sur des genres de conflits eux aussi différents. Il n'est donc pas improbable que cette communauté de vues renvoie, autant qu'à des convergences d'analyse, à des sensibilités communes, résultant peut-être de trajectoires intellectuelles et exprimant des engagements passés voisins : *concerned scholars*, progressistes et, pour les analystes des conflits du Tiers monde, sympathisants, voire compagnons de route d'anciennes rébellions socialisantes.

Il n'en reste pas moins que c'est au bout du compte surtout sur un impensé que repose la cohérence du paradigme « vieilles guerres/nouvelles guerres » : car les « anciennes » ne sont jamais l'objet d'une analyse propre, elles apparaissent comme

un contrepoint allant de soi des guerres d'aujourd'hui. Elles ne sont pas soumises à réexamen à la lumière du regard lucide que ces chercheurs jettent sur ces dernières. Un tel réexamen est même précisément exclu par cette construction d'une opposition entre anciennes et nouvelles guerres.

Ce faisant, malgré tous ses avantages par rapport à des thèses extrémistes comme celles de Collier, ou catastrophistes comme celles de Kaplan, et en dépit de toutes les divergences explicites ou non avec celles-ci, l'analyse kaldorienne des conflits ne les invalide pas. Elle ne s'y confronte pas, d'ailleurs. Et elle vient même en fin de compte les nourrir puisqu'elle aussi met en avant le fondamentalisme, la barbarie et la prédation, et penche logiquement vers une solution de ces conflits en termes de justice et de police, fût-ce par la guerre. Certes, le chapitre que consacre Mary Kaldor à une solution « cosmopolite » n'épargne ni les États ni une certaine diplomatie de pompier pyromane. L'action qu'elle propose, portée par les sociétés civiles locales (elles-mêmes appuyées sur la société civile internationale) et mue par des valeurs cosmopolites, est par l'esprit très différente de celle découlant des positions des deux autres courants. Cependant, l'existence des sociétés civiles³⁰ dans l'acception homologuée du discours international est postulée par elle dans tous les cas (on y retrouve l'idée du peuple bon, toujours présente dans les idéologies de gauche), mais elle évacue complètement les profondes divisions qui s'expriment dans le conflit et que celui-ci creuse ou provoque dans une société certes « civile » mais pas pour autant dotée de la force et de l'autonomie, voire du désir de paix, qu'on lui prête (et qui n'a pu notamment empêcher la militarisation de la confrontation). Ainsi, sans même évoquer l'aversion assez répandue de diplomates à mener leurs actions dans un tel cadre civil, la thèse de Mary Kaldor peut, par inadéquation à la réalité, n'offrir d'autre solution que d'en revenir aux pratiques les plus « réalistes » face à la « barbarie », dont l'utilisation de la force.

À lire les théorisations des conflits que proposent Mary Kaldor, Paul Collier et, sur un mode plus impressionniste, Robert Kaplan, on perçoit pareillement comment le contexte intellectuel et moral dans lequel elles ont émergé est facteur de distorsion. Oui, les guerres civiles ont connu d'importantes transformations. Mais, au terme de notre lecture critique de ces différents paradigmes des conflits, il nous paraît essentiel, quitte à désespérer – provisoirement au moins – les généralistes ou les théoriciens, de ne pas répéter sous d'autres modes des erreurs qui ont dans le passé gravement affecté l'étude des guerres civiles. Pour disparaître qu'il soit, cet ensemble de théories n'en finit pas moins en effet par constituer une nouvelle problématique légitime, opposable à tout analyste. Nous arrêter sur le contexte de

30. Dans son versant officiel facilement manipulable, et de plus en plus manipulé, par les pouvoirs d'État.

la formation de ces courants et de l'émergence de la nébuleuse qu'ils constituent peut dès lors nous aider à comprendre leur communauté de vues en dépit de désaccords significatifs. Cela peut également contribuer à expliquer les attitudes qui en résultent presque naturellement de la part d'une communauté internationale qui est aussi, par le biais de divers organismes, le demandeur de ces analyses. Il est frappant en effet que, au-delà de leurs divergences d'analyse et des différences de sensibilité, tous ces courants ne voient pour mettre un terme à la guerre (sans même parler de politiques de prévention, généralement inexistantes) que deux types d'action « nouveaux » qui leur paraissent efficaces et légitimes : la judiciarisation des responsabilités et l'« éradication » de la guerre – qui tend à n'être, le plus souvent, que celle du mouvement rebelle.

« La guerre froide est terminée ». Pour certains, elle a été gagnée sur les forces du mal. Aux yeux des libéraux, la démocratie de marché a triomphé, même si son règne tarde à venir dans certaines périphéries, ou si – comme incline à le penser Kaplan – le monde démocratique civilisé doit se préparer à l'assaut de nouvelles « forces du mal ». D'autres ont suivi une trajectoire différente. Ils ont parfois, après avoir soutenu les mouvements de libération du Tiers monde, tardé à se rendre compte qu'une fois au pouvoir beaucoup se transformaient en dictatures. Ils ne doutent pas aujourd'hui que la dictature, fût-elle populaire, régnant dans le bloc communiste était nocive et qu'elle est inacceptable : ce sont les « nouveaux démocrates ». Contrairement aux premiers, ils regrettent cependant l'éclipse des grandes idéologies de transformation sociale et interprètent ce vide comme un manque de sens. Alors qu'ils ne peuvent plus aujourd'hui voir les mouvements rebelles comme ils les voyaient hier, en libérateurs dont ils pouvaient partager les idéaux, ils se montrent plus sourcilieux en matière de droits de l'homme et remarquent d'autant plus, quand ils observent les rebelles, la violence et la prédation.

Tous, anciens ou nouveaux démocrates, par ailleurs physiquement et mentalement situés « au cœur du cœur de l'ordre mondial »³¹, sont convaincus que l'emploi de la violence amène nécessairement la perversion d'objectifs même nobles. Ils considèrent en outre qu'il y a toujours de meilleurs moyens que la guerre dans un nouvel ordre international de plus en plus civilisé, où des pays en nombre croissant ont embrassé le modèle démocratique, multipartiste, de gouvernement, ont reconnu les droits fondamentaux et sont en outre sous le regard de la communauté internationale. « Les démocraties ne se font pas la guerre », affirmait le président Clinton et, de fait, l'idéal d'une paix universelle démocratique fait aujourd'hui partie de notre horizon idéologique³². Cette conviction est renforcée par l'idée internationalement acquise de l'importance de la société civile pour la démocratie et le progrès, et par le fait que les sociétés civiles locales peuvent aujourd'hui s'appuyer sur une « société civile internationale » pour obtenir satisfaction sur leurs attentes les plus justifiées. Grâce à la configuration actuelle du système international sous

toutes ses formes (ONU, TPI, mais aussi OMC, FMI, ONG, etc.), on peut peser sur les États, auxquels (contrairement aux rébellions) on peut imposer des conditionnalités qui les obligeront finalement à céder aux revendications démocratiques, voire à soutenir eux-mêmes les fameuses sociétés civiles célébrées dans les documents internationaux.

Sur la question des moyens combinés (intérieurs et internationaux) de ce progrès de la démocratie, des opinions diverses coexistent, voire s'affrontent, et elles sont en partie le reflet des trajectoires diverses des démocrates que nous sommes. Certains accordent une priorité irréductible aux droits de l'homme, à la liberté de la presse, ou aux droits sociaux ; certains entendent œuvrer surtout à la construction d'une justice internationale ; certains encore estiment que le marché est « la mère de toutes les démocraties » et les entreprises les principales forces vives de la société civile, et croient plutôt à une collaboration entre États et multinationales dans le sens d'une meilleure « gouvernance » ; certains, enfin, prônent et préparent la « guerre juste » contre les nouvelles menaces, notamment les États voyous. Ce sont là plus que des différences de sensibilité.

Même si les sociétés occidentales connaissent en la matière des différences encore appréciables, la culture politique a connu en Occident, à partir de la construction de l'arme nucléaire et de l'évolution fordiste de ces sociétés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une débellicisation relative et une délégitimation de la violence excessive dans la guerre³³. Or cette transformation se situe en exacte contradiction avec celle qui se donne immédiatement à voir dans les nouveaux conflits. Les exclus du nouvel ordre planétaire sont en cela véritablement d'un autre monde, incompréhensible, barbare. D'où une certaine réceptivité à des solutions certes aussi chirurgicales que possible mais parfois radicales à leur endroit, dès lors que c'est pour le bien de la démocratie et de l'humanité et que les dégâts humains ne sont que collatéraux.

Nous vivons aujourd'hui, chercheurs comme diplomates ou simples citoyens de l'Occident, dans cette idéologie ambiante. Là encore, on le voit, il s'agit plus d'une nébuleuse que d'une domination idéologique, et certainement pas d'une pensée unique. Elle tire d'ailleurs sa force de ne pas l'être. Elle laisse notamment à ceux qui adhèrent aujourd'hui à ce rejet de la barbarie la possibilité de ne pas se retourner sur leur passé, de ne pas remuer les fers dans les plaies des vieux massacres de chacun, et même de cultiver ses propres nostalgies. À cet égard, et pour ce qui

31. M. Shaw, « Guerre et globalité : le rôle et le caractère de la guerre à l'intérieur de la transition globale », dans P. Hassner et R. Marchal (dir.), *La guerre entre le local et le global*, op. cit.

32. A. Blin, *Géopolitique de la paix démocratique*, Paris, Éditions Descartes & Cie, 2001.

33. Voir l'analyse qu'en proposent B. Boëne et C. Dandeker dans l'ouvrage qu'ils co-dirigent : *Les armées en Europe*, Paris, La Découverte, 1998.

concerne particulièrement la communauté intellectuelle, on ne peut cependant qu'être consterné par la coexistence très pacifique de deux thèses radicalement différentes, en ce qui concerne les conflits pourtant tout récents de la guerre froide, chez des auteurs qui ne sont pourtant pas des chercheurs isolés mais travaillent les uns et les autres pour telle ou telle institution de la communauté internationale : d'aucuns continuent, comme Mary Kaldor, à voir l'un des protagonistes de chacun de ces conflits comme mû par des causes progressistes, aspirant au bien commun et utilisant des méthodes légitimes et bienveillantes pour les peuples ; d'autres, à l'instar d'un Collier, ne veulent pas les considérer comme moins criminels que tous les rebelles ! Mais tout cela n'est pas bien grave, apparemment, entre institutions et chercheurs civilisés... En revanche, cette idéologie est évidemment d'une efficacité redoutable pour tout ce (tous ceux) qui en constitue(nt) le dehors, l'autre, l'ennemi commun : les idéologies rétrogrades, fondamentalistes, les « seigneurs de la guerre », l'irrationnel, le vol et le crime.

Mais la problématique légitime qu'elle informe en matière de conflits repose elle-même sur des impensés. En particulier, qu'elle décide de l'ignorer (Kaplan, Collier) ou qu'elle ne la prenne que très partiellement en compte (Kaldor), cette idéologie s'interdit, par les procédés et oublis évoqués plus haut, de penser ce qui est intérieur au nouveau « bon camp » (celui de la démocratie et de la loi) qu'elle oppose aux différents barbares. C'est le cas (avec des conséquences particulièrement graves pour la prévention ou la résolution des conflits) pour tout le versant sombre, illégitime, voire criminel du nouvel ordre international. On voit pourtant bien, d'une part, que ce dernier existe sous le manteau de la légalité (et avec parfois les mêmes protagonistes : des entreprises ou des gouvernements) et, de l'autre, qu'il touche au monde stigmatisé et pourchassé des trafics et du crime international. À cet égard, le cas angolais est extrêmement intéressant. Contrairement à la vision habituelle, il ne s'agissait pas d'une guerre menée, du côté gouvernemental, avec et pour le pétrole et, de l'autre, avec et pour les « diamants de sang ». Il s'agissait d'une guerre qui, avec désormais d'autres ressources que du temps de la guerre froide, a toujours été une guerre pour le pouvoir. Il y a eu des diamants illégaux tant du côté de l'UNITA que du côté du gouvernement et de sa *nomenklatura*. Et ces pierres, y compris celles de l'UNITA, circulaient par les circuits légaux du commerce mondial du diamant ; elles étaient blanchies et échangées contre des armes par l'intermédiaire de sombres trafiquants mais aussi de chefs d'État (notamment africains et amis de la France). Quant au pétrole, peut-être admettra-t-on plus facilement désormais que les grandes multinationales (et pas seulement Elf), qui s'engagent par ailleurs ostensiblement dans des efforts de « gouvernement d'entreprise », ont versé à la présidence angolaise des sommes fabuleuses (comparées aux budgets de nombre de pays africains) sans se préoccuper d'en faire état ou s'inquiéter qu'elles soient versées au budget angolais. Et l'on sait maintenant que ces sommes

ont servi à l'achat d'armements en même temps qu'à l'enrichissement largement illégal, selon les lois nationales et internationales, d'hommes d'affaires troubles sans doute, mais munis de vrais passeports diplomatiques et de fortes relations gouvernementales et, à des niveaux moindres mais quand même enviables, de personnes influentes du Nord (par exemple françaises) ayant occupé des postes gouvernementaux ou internationaux.

Le deuxième point aveugle est lié au premier : c'est celui qui concerne l'État, les États, ces entités dont la souveraineté est reconnue par le système des Nations unies et qui le composent. Certes, Mary Kaldor n'ignore pas ce point, puisqu'elle construit son modèle à partir du cas de pouvoirs d'État qui mènent des guerres d'élimination contre une partie de leur peuple. On a là un heureux désaveu des thèses de Collier sur le caractère toujours relativement bénin de la prédation étatique. Cependant, lorsqu'elle généralise, à partir de ce terrain, sur « les nouvelles guerres », elle ne le fait pas au sujet des États. Si bien que, d'un côté, cette façon de voir peut servir à disqualifier sans remède, comme chez Kaplan ou Collier, les « nouvelles rébellions » dans la mesure où elle conforte la figure des « seigneurs de la guerre » sans cause ni foi ni loi ; de l'autre, elle tend aussi à consolider la thèse, politique plus qu'intellectuelle, des *rogue states*, dès lors qu'elle s'arrête à ces États-là, sans prêter attention aux effets bien plus larges de la globalisation, non seulement en termes d'affaiblissement des États mais plus généralement de leur privatisation et informalisation, voire de leur implication dans la criminalité politique et économique – quand ce n'est pas dans la criminalité ordinaire. Pourtant, un tel examen approfondi et général est indispensable si l'on veut comprendre pourquoi, dans le nouvel ordre global et en voie de démocratisation, des oppositions s'arment face à certains types de pouvoirs, même formellement démocratiques ; si l'on veut comprendre aussi les caractéristiques de ces rébellions, éventuellement leur fondamentalisme. Autant, en effet, il apparaît illégitime de confondre États et rébellions pour mener une analyse des « nouveaux conflits », autant une analyse qui ne les confond pas fait apparaître que le fondamentalisme peut « répondre » à la confiscation réelle du pouvoir par certains groupes, que la prédation et la criminalisation de certaines rébellions sont largement le miroir de celles de l'État auquel elles s'opposent, de même que le type de trafics transnationaux et internationaux dans lesquels elles sont engagées sont en partie homologues à, et se croisent avec, ceux d'États, voire de « leurs » États.

Enfin cette vision des conflits fait silence sur les aléas des processus de démocratisation, comme sur les échecs, succès ou demi-succès des opérations de maintien de la paix et des ingérences humanitaires comme dispositifs de sortie de crise, notamment en Afrique et dans les Balkans. Le mode d'intervention que préconise Mary Kaldor, fondé sur les valeurs cosmopolites et les sociétés civiles locales, contraste réellement avec ceux qui découlent des positions des deux autres courants.

Mais il n'intègre pas de bilan des expériences passées, sinon le constat d'échec des interventions internationales traditionnelles. De plus, Mary Kaldor postule le caractère universel de ces valeurs et l'existence de sociétés civiles unies dans leur opposition au pouvoir des « seigneurs de la guerre ».

Que faire, alors ? Dans les cas où le conflit s'exprime dans des termes identitaires, la diplomatie hésite entre les solutions « réalistes » (en substance : arrêter les massacres par la séparation, ce qu'on pourrait aussi appeler une légalisation de l'épuration ethnique) et les solutions « de droit » (imposer le droit des minorités et d'autres procédures démocratiques), et trouve le plus souvent le compromis consistant à faire coïncider nationalité et citoyenneté. *A fortiori* dans les cas où le conflit n'est ni ethnique/racial/national ni territorial, la seule réponse reste celle du droit, des droits de l'homme. Mais cette solution implique le plus souvent une évacuation du politique, du social et de l'histoire, et une définition du légal et de l'illégal qui ne va pas de soi. Et lorsqu'on ne peut pas imposer ces droits, il ne reste plus (en dehors de la justice pénale internationale) que la criminalisation de l'ennemi (rébellion ou État voyou). Bref, il ne reste plus que la « guerre juste »... ■

Roland Marchal est chercheur au CNRS (CERI). E-mail : marchal@ceri-sciences-po.org

Christine Messiant est chercheur au Centre d'études africaines de l'École des hautes études en sciences sociales. E-mail : messiant@ehess.fr

Roland Marchal et Christine Messiant ont notamment publié ensemble *Les chemins de la paix. Fin de conflit en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala, 1997.